

La voix de l'Opposition de gauche

L'OCDE tiendrait-elle ce discours si elle ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du gouvernement ? Décryptage.

28.11.12

La croissance s'annonce plus faible que prévu en France, ce qui l'empêchera d'être dans les clous budgétaires en 2013, mais le gouvernement ne doit pas pour autant prendre de nouvelles mesures de rigueur, estime mardi l'OCDE.

(Si on arrêta là notre lecture, on serait tenté d'en conclure que l'OCDE est le porte-parole des intérêts des travailleurs, la preuve, voilà qu'ils sont contre toutes "nouvelles mesures de rigueur". Sauf que la suite va démontrer exactement le contraire. - Ndlr)

Selon les nouvelles prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance devrait être de seulement 0,2% cette année et 0,3% en 2013 en France. C'est moins qu'attendu dans ses précédentes prévisions publiées en mai (0,6% et 1,2%).

(Là le temps commence à se gâter, ils amorcent le poisson. Comment ? En invitant le lecteur à partager leurs prévisions. - Ndlr)

Surtout, c'est moins que la croissance de 0,3% en 2012 et 0,8% l'an prochain escompté par le gouvernement pour tenir ses engagements budgétaires.

(Les choses se précisent. Le lecteur est invité à prendre en compte les engagements budgétaires du gouvernement qui repose sur un constat ou un diagnostic qui a valeur de vérité incontournable. Le temps de la dramatisation approche. - Ndlr)

La situation est grave aussi sur le front social: alors que le président François Hollande s'est engagé à inverser la courbe du chômage d'ici la fin de 2013, il pourrait en fait continuer à grimper, jusqu'à 10,9% de la population active en 2014 en France métropolitaine (11,3% en incluant l'Outre-Mer).

(On y est ! A quel fin ? Préparer les esprits à l'inévitable hausse vertigineuse du chômage en 2013 et les années suivantes. Et après ? Quoi après ? La question du chômage ? Ils vont l'utiliser pour justifier la mise en oeuvre de nouvelles coupes budgétaires et de nouvelles contre-réformes structurelles. En attendant, provisoirement, ils soutiennent le gouvernement qui est sur la bonne voie selon eux... pour ensuite l'inviter à aller plus loin. L'opération va se faire en deux temps. - Ndlr)

Pour autant, l'OCDE estime que la "crédibilité" du gouvernement en matière budgétaire est "renforcée" par sa "détermination à corriger les déficits" et la création toute récente d'un Haut Conseil des finances publiques adossé à la Cour des comptes.

(L'OCDE salue les bonnes intentions du gouvernement, ainsi que les mesures déjà prises pour se conformer aux besoins de l'oligarchie financière (TSCG, MSE, "règle d'or", Haut Conseil des finances publiques), c'était la moindre des choses. Avant de lui prodiguer de nouvelles recommandations toujours plus exigeantes. - Ndlr)

Elle laisse en outre entendre, de manière à peine voilée, que les engagements budgétaires officiels pour l'an prochain sont trop "*ambitieux*" et juge donc que "*les stabilisateurs automatiques devraient être autorisés à jouer pleinement si la croissance devait être moindre que prévu dans le budget*".

(C'est quoi les "*les stabilisateurs automatiques*", les mesures drastiques contenues dans le TSCG et la "règle d'or" ou le traité de Maastricht réactualisé. C'est précisé plus loin, en attendant ils feignent de ménager la chèvre et le chou, apparemment ne voulant pas mettre le gouvernement en porte-à-faux, ils en ont besoin, on comprend. - Ndlr)

Concrètement, cela signifie que même si la croissance n'est pas au rendez-vous et que le déficit risque de ne pas revenir à 3% en 2013, le gouvernement doit s'abstenir de prendre de nouvelles mesures de rigueur pour atteindre cet objectif à tout prix. Pour l'instant, Paris assure vouloir parvenir à 3% coûte que coûte.

(Si le gouvernement se désavouait en prenant de nouvelles mesures d'austérité, ce ne serait pas faute d'avoir tout tenté pour l'éviter, l'OCDE en est le témoin. Une fois ses précautions prises pour endormir le lecteur, passons aux choses sérieuses : le gouvernement doit profiter de la légitimité dont il bénéficie encore six mois après les élections, en réalité déjà bien entamée mais l'OCDE feint de l'ignorer, pour afficher sa volonté de recourir au même remède de cheval contre les masses qu'en Grèce, en Espagne, en Irlande ou au Portugal, car c'est le signal qu'attendent de lui les marchés financiers (le G8) dont l'impatience n'est pas illimitée. - Ndlr)

Le club des pays riches appelle la France à "*saisir l'opportunité de ce début de mandat gouvernemental pour lancer une stratégie globale à moyen terme de consolidation budgétaire, réduction des dépenses et réformes structurelles pour doper la confiance et redresser la compétitivité et la croissance*".

(Et si l'OCDE adresse un satisfecit au gouvernement au nom de l'oligarchie financière, c'est immédiatement pour exiger de lui de nouvelles mesures antisociales. - Ndlr)

"*Le pacte de compétitivité annoncé récemment est un premier pas important dans cette direction et soutiendra la création d'emplois, l'investissement et les exportations dès 2014*", estiment ses experts.

(Mesures que devraient se solder par une brutale régression sociale et sans fin, et qui devraient finalement concerner absolument tous les aspects de la vie des travailleurs, bref la réaction sur toute la ligne permettant d'aboutir à une société qui serait le clone des pays anglo-saxon livrés à l'ultra libéralisme, où l'accroissement des inégalités et des injustices ferait office de démocratie, de dictature en réalité, la réalité que vivent déjà au quotidien les Américains et les Britanniques, on peut ajouter les Allemands, les Hollandais et les Scandinaves.

Si vous avez suivi, l'OCDE a commencé par se présenter contre toutes "*nouvelles mesures de rigueur*", pour au fil de son discours dévoiler ses véritables intentions, et pour finir exiger la mise en oeuvre d'une politique ultra réactionnaire, ainsi la boucle est bouclée ou tout est dans l'ordre des choses au choix. - Ndlr)

Pour faire mieux, l'organisation demande à la France de couper dans ses dépenses, et voit des marges d'économies "*considérables*" dans la sécurité sociale et les collectivités locales. De la même manière, elle recommande de réformer en profondeur le système éducatif et les marchés des biens et du travail. AFP 27.11